



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le 20 NOV. 2018

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement  
SPE/ML  
✉ : ddpp-pe@rhone.gouv.fr

## ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 actualisant les prescriptions techniques imposées à la société TEINTURE DE SAINT JEAN dans son établissement situé 5, avenue Victor Hugo à SAINT-JEAN-LA-BUSSIÈRE ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 août 2007 modifiant l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2015 modifiant l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 ;

VU le rapport du 3 octobre 2018 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 9 octobre 2018 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux a permis à l'inspection des installations classées de constater que :

– les déclarations GIDAF font état de dépassement répétés sur plusieurs paramètres, dont les hydrocarbures pour lesquels les valeurs limites d'émissions en concentration et en flux sont récurrents (annexe 4 de l'arrêté préfectoral du 30 août 2007 modifié par l'arrêté complémentaire du 16 janvier 2015) ;

CONSIDERANT que la société TEINTURE DE SAINT JEAN ne respecte pas pour son établissement situé 5, avenue Victor Hugo à SAINT-JEAN-LA-BUSSIÈRE les dispositions de l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral du 30 août 2007 modifié par l'arrêté complémentaire du 16 janvier 2015 ;

CONSIDERANT que l'exploitation de ces installations dans des conditions irrégulières peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

.../...

CONSIDERANT dans ces conditions qu'il convient d'exiger de l'exploitant qu'il prenne les mesures nécessaires afin de se conformer aux dispositions de l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral du 30 août 2007 modifié par l'arrêté complémentaire du 16 janvier 2015 ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1er :** La société TEINTURE DE SAINT JEAN, 5, avenue Victor Hugo à SAINT-JEAN-LA-BUSSIÈRE, est mise en demeure à compter de la notification du présent arrêté :

dans le délai de 6 mois de respecter les valeurs limites de rejet dans ses effluents aqueux indiquées à l'annexe 4 de l'arrêté du 30 août 2007 modifié par arrêté complémentaire du 16 janvier 2015

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (articles L 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

**ARTICLE 4 :** Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental par intérim de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de Villefranche-sur-Saône,
- au maire de SAINT-JEAN-LA-BUSSIÈRE,
- à l'exploitant.

Lyon, le **20 NOV. 2018**

Le ~~Préfet,~~ Pour le préfet,  
Le sous-préfet,  
Secrétaire général adjoint

  
**Clément VIVE**